



La Gazette de l'AFRITAC de l'Ouest

Parution Numéro 20 – Septembre 2018

Sommaire

Vue d'ensemble	1
Activités par domaine	2
Administration douanière	2
Administration fiscale	2
Gestion des finances publiques	4
Gestion de la dette et développement des marchés financiers	6
Statistiques de finances publiques	8
Statistiques du secteur réel	9
Supervision bancaire	10
Analyse macroéconomique et budgétaire	10
Actions de formation	11
Activités à venir	13

Vue d'ensemble

Au cours de la période (juillet-septembre 2018) couverte par cette vingtième parution de la Gazette de l'AFRITAC de l'Ouest, le Centre a organisé un stage d'immersion et a continué à apporter son appui aux pays et institutions dans le cadre des missions d'assistance technique (AT). Le stage d'immersion a été organisé dans le domaine de l'administration douanière. La rentrée a été marquée par l'arrivée d'un nouveau Directeur (M. Samir Jahjah) et d'une nouvelle Conseillère résidente (Mme Marie-Christine Uguen).



M. Samir Jahjah, originaire de Belgique, a pris la direction de l'AFRITAC de l'Ouest en août 2018. Il possède plus de 20 ans d'expérience dans la mise en œuvre de politiques macroéconomiques en Afrique subsaharienne et au Moyen-Orient. Il a travaillé dans plusieurs départements du FMI et a été le représentant résident du FMI à Madagascar, en République démocratique du Congo et au Ghana.



Mme Marie-Christine Uguen a exercé des fonctions de cadre supérieure à la Direction Générale des Finances Publiques du Ministère de l'Economie et des Finances français. Elle a été chargée depuis plus de 8 ans, de l'appui à la mise en œuvre des réformes des finances publiques dans les domaines de l'exécution du budget, de la comptabilité et de la gestion de trésorerie dans plusieurs pays.



Activités par domaine

Administration douanière

AFRITAC appuie les autorités douanières à améliorer l'efficacité et la performance des contrôles douaniers – dans le but de faciliter les échanges commerciaux, d'améliorer les recettes et d'assurer la protection du territoire, de permettre une gestion transparente et efficiente des régimes suspensifs et des exonérations et d'établir ou renforcer la gestion des risques.

Mauritanie – Renforcement de la fonction contrôle après dédouanement du 30 juillet au 3 août 2018.



L'appui a permis de constater certaines avancées à mettre au crédit de la Direction Générale des Douanes (DGD) qui peuvent être considérées comme les prémices d'une modernisation de la fonction contrôle après dédouanement. Sur la base du modèle proposé par la mission de mars 2017, un arrêté a été rédigé pour fixer la procédure légale d'intervention des agents concernés (service du contrôle différé et service des enquêtes). Par ailleurs, la mission a noté que les résultats contentieux de la Direction des enquêtes et des contrôles douaniers sont en progression au cours de la période 2016/2018. Toutefois, la mission a constaté que la procédure de recouvrement des droits éludés reste trop complexe car elle impose que le règlement de l'affaire et la contre-écriture soient réalisés par les bureaux où ont été enregistrées les déclarations.

Administration fiscale

AFRITAC Ouest concentre son appui sur le renforcement de l'administration fiscale, en particulier la localisation des contribuables, le suivi mensuel de leurs obligations déclaratives et de paiement, et l'élargissement des contribuables. Pour les pays pilotes retenus dans le cadre de l'intensification de l'assistance technique, les activités visent le renforcement de l'efficacité de la gouvernance et l'amélioration des fonctions essentielles de l'administration fiscale.

Bénin – Renforcement de l'action en recouvrement du 13 au 24 août.



Grace à l'assistance technique fournie, le Bénin a pu réaliser d'importants progrès par rapport à la dernière visite en avril dernier : désormais 95% des grandes entreprises et 80% des entreprises moyennes déclarent leur TVA dans les délais. 50% des arriérés fiscaux recouvrables ont été apurés et 30% des déclarations de TVA, créditrices ou néant, ont été contrôlées au cours des 6 premiers mois de l'année.

Côte d'Ivoire – Renforcement de l'action en recouvrement du 13 au 24 août.



Grace à cet appui, deux résultats du programme de l'AFRITAC de l'Ouest, attendus en 2018, sont d'ores et déjà atteints : 89% des moyennes entreprises déclarent leur TVA dans les délais et le taux de contrôle des entreprises présentant un risque de fraude élevé était de 36% au 30 juin 2018 (pour un objectif initialement fixé à 20%).

Guinée-Bissau – Fiabilisation du fichier des contribuables du 3 au 14 septembre.



Depuis la dernière mission de l'AFRITAC de l'Ouest en février dernier, la Guinée-Bissau a pu réaliser d'importants progrès : les données enregistrées dans le Système intégré de gestion fiscale ont été clairement définies, une solution de géolocalisation des contribuables a été adoptée, l'informatisation des services a été étendue aux centres des impôts des petites et micros entreprises de la capitale et de sa région et une équipe de pilotage dédiée à la fiabilisation et à l'enrichissement du fichier des contribuables constituée.

Mauritanie – Renforcement des principales fonctions de l'administration fiscale du 25 juin au 6 juillet.



L'assistance technique fournie a contribué à l'atteinte des trois quarts des résultats du programme de l'AFRITAC de l'Ouest, attendus en 2018 : 83% des grandes entreprises déclarent leur TVA dans les délais, 68% des arriérés fiscaux recouvrables ont été apurés au cours de l'année dernière et le fichier des contribuables contenu dans le système JIBAYA, débarrassé de ses doublons, des numéros d'identification fiscale provisoires et inactifs fiscaux, peut désormais être considéré comme fiable.

Sénégal – Renforcement des principales fonctions de l'administration fiscale et mise en œuvre du plan de mobilisation de recettes 2018-2020 du 13 au 24 août.



Grace à l'assistance technique fournie, un tiers des résultats du programme de l'AFRITAC de l'Ouest, attendus en 2018, est d'ores et déjà atteint : désormais 95% des grandes entreprises et 90% des moyennes entreprises déclarent leur TVA dans les délais. Parallèlement, l'action en recouvrement et le dispositif de recherche et de recoupement des données ont fortement progressé : le taux de recouvrement des arriérés fiscaux au cours des six premiers mois de l'année atteint 11% (pour un objectif de 15%) et les moyens matériels et humains ont été augmenté conformément aux recommandations de la dernière mission de l'AFRITAC de l'Ouest en janvier dernier.

Guinée – Mise en œuvre du programme pluriannuel de renforcement des fonctions fiscales clés du 2 au 20 juillet.



L'appui fourni a permis de constater que les contribuables respectant leurs obligations déclaratives en matière de TVA se sont accrus de 71% au service des grandes (SGE) et de plus de 100% au service des moyennes entreprises (SME) depuis le lancement du projet en 2017. Les premiers contribuables fidélisés ont été publiés pour préparer les échanges d'information à venir avec la Douane. Des travaux pratiques de relance des défaillants ont été organisés ainsi que deux (02) sessions de formation. La première portait sur les fondamentaux de la gestion par les risques tandis que la seconde portait sur la maîtrise du répertoire des contribuables.

Niger- Renforcement des fonctions fiscales clés du 30 juillet au 17 août.



L'appui du Centre a permis de faire le point des performances de la Direction Générale de DGI au 1er semestre 2018, en ce qui concerne la mobilisation des recettes et la mise en œuvre des réformes. Pour aider la DGI à maîtriser son répertoire des contribuables, un projet « d'enclos devant renforcer la TVA » a été défini avec les autorités autour de trois (03) composantes :

(1) une campagne d'immatriculation incitative ; (2) le renforcement des capacités des gestionnaires en matière de fiscalisation des immatriculés et suivi des déclarations et (3) l'implémentation de sanctions envers les défaillants en liaison avec la douane. Enfin, des mesures ont été préconisées pour améliorer la crédibilité des premiers indicateurs et leur prise en compte dans la gestion de la performance.

Gestion des finances publiques

Dans le domaine de la gestion budgétaire, le programme d'activités vise à renforcer le processus budgétaire à savoir d'en améliorer la transparence, la pertinence ainsi que l'exécution et le contrôle. S'agissant de la gestion de la trésorerie, les activités visent l'amélioration de la comptabilité et de la gestion de la trésorerie.

Sénégal – Deuxième mission d'appui à la mise en œuvre des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) du 23 juillet au 03 août.



Cette mission a consisté en un atelier technique de renforcement des capacités regroupant environ 120 participants venant des services du Ministère de l'économie des finances et du plan ainsi que les services financiers et de programmation. Les maquettes budgétaires des dépenses d'investissement en AE/CP des six ministères, consolidées avec celles des cinq ministères couverts par la première mission sont disponibles. Les travaux de structuration des dépenses d'investissements publics ont également permis d'identifier des points d'attention relatifs au budget d'investissement en général dont le traitement adéquat constitue des conditions nécessaires pour le succès de la réforme.

Sénégal – Appui à la finalisation des nouveaux documents budgétaires issus des réformes du cadre harmonisé des finances publiques du 27 août au 07 septembre 2018.



L'appui a permis de faire le point des documents budgétaires actuellement produits par rapport aux exigences de la loi de finances et de procéder à une revue qualité de ces documents à la veille de la bascule à la gestion budgétaire par programmes. La mission a procédé à l'analyse de la qualité des nouveaux documents budgétaires préparés actuellement sur la base des prescriptions de la loi organique de juillet 2011 et de la bonne pratique internationale et a proposé des améliorations sur leurs format et contenu. La mission a animé un atelier technique d'échanges et de

renforcement des capacités d'une journée qui a regroupé 160 participants impliqués dans l'élaboration de ces documents et proposé un plan d'actions à court et moyen termes pour l'amélioration de leur qualité.

Burkina Faso – Appui à l'élaboration d'un guide d'évaluation ex-ante, de sélection et de hiérarchisation des projets du 2 au 13 juillet.



L'assistance technique a permis d'assister les autorités à finaliser un projet de guide d'évaluation ex-ante, de sélection et de hiérarchisation des projets d'investissements publics qui s'appuie sur le travail effectué par la direction générale de l'économie et de la planification du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement. Elle a également permis de passer en revue la mise en œuvre des recommandations prioritaires de l'évaluation de la gestion des investissements publics de mars 2017.

Guinée – Appui à la mise en œuvre des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) du 25 juin au 06 juillet 2018.



Cette mission d'AT a permis de structurer les dépenses d'investissements publics des six ministères couverts en autorisations d'engagement (AE) et crédits de paiement (CP) en vue de leur intégration dans leurs cadres de dépenses à moyen terme (CDMT 2019-2021) qui seront soumis au Parlement en octobre 2018 à l'occasion de l'examen du projet de loi de finances de l'exercice 2019. Les maquettes budgétaires des dépenses d'investissement en AE/CP des six ministères sont disponibles. Les travaux de structuration des dépenses d'investissements publics ont également permis d'identifier des points d'attention relatifs au budget d'investissement en général dont le traitement adéquat constitue des conditions nécessaires pour le succès de la réforme.

Togo – Appui à l'adaptation et à la réécriture du système intégré de gestion des finances publiques (SIGFiP) en place pour porter les réformes du budget-programme et de la comptabilité de l'Etat du 4 au 15 juin.



Cette mission d'expert s'inscrivait dans le cadre de l'appui à la mise en place des conditions préalables pour la bascule en budget programme envisagée par les autorités. Elle a assisté les Autorités budgétaires et comptables, notamment la cellule informatique du Ministère de l'Economie et des Finances, à faire le point des travaux d'adaptation du système intégré d'information budgétaire et comptable (SIGFiP) en vue de la bascule en budget-programmes en 2020, identifier les points d'attention et a proposé des pistes de solutions en vue d'un heureux dénouement des chantiers dans les délais appropriés.

Togo – Appui à l'élaboration d'un guide d'évaluation ex-ante, de sélection et de hiérarchisation des projets du 13 au 24 août 2018.



L'assistance technique du Centre a permis d'assister les autorités à finaliser un projet de guide d'évaluation ex-ante, de sélection et de hiérarchisation des projets d'investissements publics qui s'appuie sur le travail effectué par la direction de la planification et des politiques de développement (DPPD) du

Ministère de la Planification du Développement et de passer en revue la mise en œuvre des recommandations prioritaires de l'évaluation de la gestion des investissements publics de mai 2016. La mission a notamment recommandé l'adopter un texte réglementaire de haut niveau (décret) pour encadrer la gestion des projets d'investissements publics.

Bénin – Vers une meilleure intégration de la gestion de la trésorerie avec la gestion de la dette publique.

Cette activité menée par le conseiller chargée de la gestion de la dette a mobilisé un expert en gestion de la trésorerie qui a participé à l'activité figurant supra.

Togo – Appui à la mise en œuvre du Compte unique du Trésor (CUT).



Cette activité a permis d'appuyer la mise en œuvre du CUT informatisé prévu pour fin septembre 2018, et de proposer des améliorations conduisant à la consolidation rapide des recettes sur le compte unique du Trésor. Un atelier qui a réuni les responsables et une vingtaine de cadres de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique a permis de partager l'expérience de mise en œuvre du CUT du Cameroun qui date de 2007. Les échanges ont porté sur les impacts du CUT sur les opérations de recettes et de dépenses, sur les aspects de mise en œuvre informatique et sur la gestion de la trésorerie. Des fiches techniques de comptabilité ont été élaborées par la mission afin d'appuyer la mise à jour de l'instruction comptable.

Gestion de la dette et développement des marchés financiers

AFRITAC Ouest soutient la formulation et la mise en œuvre de stratégies de gestion de la dette et de plan de trésorerie, appuie les autorités dans leurs efforts de renforcement du cadre organisationnel de gestion de la dette, aide à l'amélioration de l'information sur la dette publique, renforce les capacités d'analyse et de gestion de la dette publique et soutient les institutions régionales dans le développement du marché régional des titres d'État de l'UMOA.

Bénin– Vers une meilleure intégration de la gestion de la trésorerie avec la gestion de la dette publique du 16 au 27 juillet.



Cet appui a permis d'identifier les efforts à faire par les autorités béninoises pour permettre à l'Etat de disposer de la trésorerie au bon moment dans le but de satisfaire à ses obligations de paiement au moindre coût possible. Des suggestions ont été faites pour améliorer la structure et le fonctionnement du comité de pilotage de la trésorerie de l'Etat. Enfin, la mission a formulé des suggestions que la Direction du Trésor pourrait suivre pour la collecte, le suivi et l'actualisation du plan de trésorerie de l'Etat. Une formation sur la préparation du plan de trésorerie à partir de la loi de finances a été dispensée. Les exposés théoriques ont été complétés par un exercice pratique sur l'élaboration du plan de trésorerie prévisionnel annuel mensualisé.

Burkina-Faso - Formation à l'évaluation des offres de financement commercial du 25 au 29 juin.



Le Centre a formé quinze cadres impliqués dans les opérations de la dette sur le processus d'évaluation d'une offre de financement commercial. A travers des exercices pratiques, les participants ont pu appréhender la démarche d'évaluation et de comparaison des offres de financement, en examinant les diverses commissions, les primes de garantie, le risque de taux de change, le risque de taux d'intérêt et la cohérence avec les orientations de la stratégie de dette à moyen terme. La formation a également permis de clarifier les différences entre les accords de préfinancement et les contrats de partenariat publics-privés.

Côte d'Ivoire - Élaboration et mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme (SDMT) du 27 août au 7 septembre 2018.



Cette assistance technique a permis de noter les progrès des autorités en matière de préparation de la stratégie de dette à moyen terme (SDMT) et les lacunes à combler. Elle a examiné le projet de la SDMT de la période 2019-2023 et a aidé les autorités à corriger les insuffisances notées dans le document. Des suggestions ont été faites en vue de limiter les déviations observées au cours des dernières années lors de la mise en œuvre des différentes SDMT.

Sénégal – Formation sur la gestion du risque de taux de change lié au portefeuille de la dette publique du 2 au 6 juillet.



L'assistance technique a renforcé les connaissances d'une quinzaine de cadres du Ministère de l'économie, des finances et du plan et de la Direction Nationale de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'ouest sur les techniques utilisées pour gérer le risque de taux de change dans le cadre de la gestion de la dette publique. L'accent a été mis sur les swaps de devises, les aspects opérationnels et les risques associés à leur utilisation et les pièges à éviter. La mission a fourni des conseils sur certains aspects de leur portefeuille de swaps qui devrait augmenter au cours des prochains mois.

Togo - Élaboration et mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme du 18 au 28 septembre.



Cette assistance, réalisée en collaboration avec la Banque mondiale, a assisté les autorités à améliorer l'analyse sous-tendant leur SDMT qui couvrira la période 2019-2013 et a évoqué des aspects de la gestion de la dette publique à prendre en compte dans le plan de financement de l'exercice 2019. La mission a également proposé aux services du ministère de l'économie et des finances une méthodologie pour évaluer la performance des stratégies alternatives relatives à l'opération de reprofilage de la dette envisagée par les autorités.

Statistiques de finances publiques

L'axe central de l'assistance technique est l'appui à la mise en œuvre de la méthodologie du Manuel de statistiques de finances publiques du FMI 2001/2014 et à la production, ainsi que la diffusion des tableaux statistiques de finances publiques (SFP). Il s'agit en premier lieu des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire à savoir : (i) le Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE), principal document de synthèse des SFP, (ii) la situation des flux de trésorerie, (iii) le bilan financier et (iv) la situation de la dette.

Niger - Formation sur le Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) selon le Manuel des Statistiques de Finances Publiques (MSFP) 2001/2014 du 10 au 20 juillet.



Cet appui s'inscrit dans la perspective de mise en œuvre de la directive n°10 de l'UEMOA portant TOFE. Au titre de l'administration publique centrale budgétaire, les séances techniques ont permis de peaufiner la table de passage et de projeter l'élaboration des statistiques sur une base expérimentale, de l'exercice 2017, au plus tard le 31 décembre 2018.

Concernant l'élargissement du champ de couverture aux autres sous-secteurs de l'administration publiques, une table de passage provisoire a été élaborée pour le sous-secteur des collectivités locales.

Quant à la sécurité sociale, la table de passage de ce sous-secteur a été finalisée. Relativement aux autres tableaux du cadre d'analyse minimum, les travaux ont permis de mettre à la disposition du comité des statistiques de finances publiques, une table de passage pour l'élaboration de la situation de trésorerie. La situation de la dette produite devra être enrichie de certaines informations notamment pour le secteur de la contrepartie. En outre, dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'actions issu de la mission d'assistance technique de l'AFRITAC de l'Ouest de juillet 2017, le Niger a officialisé la création du comité de statistiques de finances publiques par la signature d'un arrêté ministériel.

Bénin – Elargissement du champ de couverture des statistiques de finances publiques aux sous-secteurs de l'administration publique selon le Manuel des Statistiques de Finances Publiques 2001/2014 du 20 au 31 Août



L'assistance technique a permis de mettre à la disposition des acteurs de finances publiques, des tables de passage et support technique pour l'élaboration des statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique à savoir l'administration publique centrale budgétaire, la sécurité sociale, les collectivités locales et les unités extrabudgétaires. Concernant les

autres tableaux du cadre d'analyse minimum, les travaux ont permis d'identifier les sources de données. S'agissant du tableau II relatif à la situation des flux de trésorerie, les travaux ont permis de produire une table de passage par la classification du tableau des opérations financières du Trésor qui est la source de données principales. Le tableau III (bilan financier) portant sur les actifs financiers et des passifs n'a pas encore connu un début d'exécution. Pour ce qui est du tableau IV relatif à la situation de la dette, la mission a rappelé le contenu de ce tableau et a fourni un cadre permettant de produire régulièrement une situation

de la dette de l'administration publique centrale budgétaire, selon la monnaie, les instruments, le secteur de la contrepartie ou de la résidence, et selon les échéances.

Burkina Faso - Elargissement du champ de couverture des statistiques de finances publiques aux sous-secteurs de l'administration publique selon le Manuel des Statistiques de Finances Publiques 2001/2014 du 20 au 31 Août.



Cet appui s'inscrit dans la perspective de mise en œuvre de la directive n°10 de l'UEMOA portant TOFE qui préconise la production d'un cadre d'analyse minimum mais aussi l'élargissement progressif du champ de couverture du TOFE au secteur des administrations publiques. Les travaux ont permis aux cadres concernés de s'approprier les principes inhérents de la classification économique et les concepts propres au MSFP 2001/2014. Au terme de la mission, le Burkina Faso dispose des tables de passage actualisées pour la production des statistiques des sous-secteurs conformément aux codes et cadre du MSFP 2014. De même, l'affinement des supports d'élaboration des autres tableaux du cadre d'analyse minimum, permet de projeter la production régulière et trimestrielle de la situation des flux de trésorerie et de la dette de l'administration publique. Les sources de données ont été identifiées pour la production du tableau III des actifs financiers et des passifs, dans le courant du premier trimestre 2019.

Statistiques du secteur réel

AFRITAC Ouest appuie les autorités dans la mise en œuvre du Système de Comptabilité Nationale (SCN) 2008 et du changement d'année de base dans tous les pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest. Le centre appuie le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Mali et le Niger dans la mise en place des comptes nationaux trimestriels (CNT).

Côte d'Ivoire - Elaboration de la nouvelle année de base des comptes nationaux annuels (CNA) du 16 au 27 juillet.



Cet appui a porté sur l'élaboration des comptes du secteur institutionnel des institutions financières, la mise en place des comptes financiers et une revue préliminaire des sources ciblées pour l'élaboration de la nouvelle année de base. En plus de la revue documentaire des sources déjà disponibles pour la nouvelle année de base 2015 (enquête sur le niveau de vie, enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel, recensement des exploitants et des exploitations agricoles, recensement général de la population et de l'habitat etc.), l'assistance technique a contribué à l'élaboration des comptes non financiers des trois sous-secteurs les plus importants composant le secteur des institutions financières (Banque Centrale, autres institutions de dépôt, y compris les institutions de microfinance et sociétés d'assurances) pour lesquels des informations étaient disponibles sur l'année 2015.

Supervision bancaire

Le champ d'intervention du domaine est axé sur des missions de renforcement de la supervision bancaire, sous ses différents aspects, dont la mise en conformité avec les principes du Comité de Bâle pour un contrôle bancaire efficace et la transposition des accords internationaux dits de Bâle III. Le Centre intervient également afin d'adapter la réglementation et renforcer la supervision des entités du marché financier régional.

Mauritanie – Réforme du cadre prudentiel du 9 au 20 juillet.



La mission a principalement consisté à accompagner la finalisation des projets de textes relatifs à la solvabilité et la liquidité et les services de la Banque centrale de Mauritanie (BCM) dans la conduite de leurs activités de supervision. Les dispositions des projets de textes réglementaires ont été présentées et discutées en détail avec les autorités. Le projet de texte sur le calcul des actifs nets pondérés intègre les dispositions figurant dans le texte du Comité de Bâle (dit « Bâle III ») publié le 7 décembre 2017. Il a été conçu de façon à être en ligne avec la réalité du secteur bancaire mauritanien.

Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) de l'UMOA- Supervision financière du 11 au 21 septembre.



L'appui a contribué à l'achèvement du projet de revue des dispositions spécifiques comptables à l'attention des acteurs du marché. Ce projet comporte des dispositions générales, un plan de comptes adapté aux acteurs du marché pour le bilan, le compte de résultat et le hors bilan ainsi que des modèles d'états financiers publiables. Les services du CREPMF doivent désormais valider ces documents et entamer la consultation avec les parties prenantes à ce cadre comptable spécifique. Le dispositif prudentiel a fait l'objet d'une réflexion d'ensemble avec les représentants de la Direction des Acteurs. Au cours de la mission, deux chantiers ont été achevés. Le groupe de travail a fixé des règles précises sur le cantonnement des fonds appartenant aux clients et a formulé le cadre réglementaire et le périmètre d'intervention du contrôle interne. Il appartient maintenant au CREPMF de procéder à une consultation de place et à l'adoption définitive de ces textes.

Analyse macroéconomique et budgétaire

Le programme d'activités couvre en priorité l'intégration des processus de cadrages macroéconomiques et budgétaires, l'approfondissement des instruments de prévisions macroéconomiques, le renforcement des dispositifs de prévision des recettes fiscales, des processus d'allocation budgétaire globale à moyen terme l'élaboration des Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle et la redynamisation des dispositifs institutionnels de validation des cadrages macroéconomiques et budgétaires.

Mauritanie : Amélioration des outils et du processus de cadrages macro-économique et budgétaire du 9 au 20 juillet.



Cet appui a permis de constater que la Direction de la Prévision et de l'Analyse Economique (DPAE) ne dispose pas actuellement d'un modèle propre de cadrage macroéconomique couvrant les quatre comptes économiques (secteur réel, balance des paiements, TOFE, situation monétaire). La mission a présenté plusieurs options pour permettre à la Direction de la Prévision et de l'Analyse Economique (DPAE) de se doter d'un modèle propre de cadrage macroéconomique couvrant les quatre comptes économiques. Parmi ces options, celle qui a été retenue est de partir des modules sur les quatre comptes économiques que l'équipe du FMI transmet à l'administration à la fin des missions. Les travaux ont permis de démarrer la mise en place de ce modèle. En outre, l'accent a été mis sur la coordination entre les différentes directions et institutions concernées par les prévisions macroéconomiques et budgétaires, notamment par la création d'un Comité de Cadrage Macroéconomique et Budgétaire. La mission a eu à examiner un projet de texte sur le calendrier de préparation du budget et proposer un calendrier d'actualisation des cadrages macroéconomiques.

Sénégal : Formation en modélisation quasi-comptable et approfondissement du dispositif de cadrage macroéconomique et budgétaire, du 26 aout au 08 septembre.



La mission a animé un atelier de formation à la modélisation quasi-comptable au profit des cadres de la Direction de la Prévision et des Etudes Economiques (DPEE). La pratique du cadrage macroéconomique du Sénégal tire profit d'un système rodé bâti autour d'un système de collecte et d'échanges des informations (la campagne des budgets économiques) et d'un cadre de concertation entre les principaux acteurs (comité de cadrage macroéconomique) en place depuis plusieurs années. La mission a examiné l'existant en termes de modèle de cadrage macroéconomique et formulé des recommandations pour la mise en œuvre d'un projet de mise en place d'un nouveau modèle. La mission a également formulé des recommandations tant en termes de calendrier de travaux de cadrage macroéconomique que d'outils de prévision des recettes.

Actions de formation

« Réappropriation de la fonction évaluation en douane », Nouakchott du 23 au 27 juillet 2018.

Ce stage a permis aux bénéficiaires dont 2 cadres-responsables en charge de la fonction évaluation en douane dont le futur responsable de la Direction de la Valeur ainsi qu'un (1) cadre informaticien maîtrisant le système SYDONIA World, d'appréhender les enjeux et défis que représente la réappropriation de la fonction évaluation en douane dans le cadre de la sortie du Programme de vérification des importations. Il leur a surtout permis de s'imprégner de l'expérience mauritanienne, s'agissant notamment : des modalités de mise en œuvre et de fonctionnement du Bureau national de la valeur (BNV) ; de l'utilisation des outils informatiques comme outils d'aide à la décision pour les vérificateurs (base de données BNV et module Valeur de SYDONIA World) ; du niveau d'appropriation des vérificateurs en ce qui concerne l'application

progressive de la valeur transactionnelle dans les opérations de dédouanement . Cet apprentissage devrait permettre d'amorcer les changements nécessaires au sein de leur administration.

Activités à venir

Les principales activités prévues pour le dernier trimestre de l'année calendaire 2018 sont résumées dans le tableau ci-après avec des dates indicatives.

Administration douanière		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date indicative
Burkina Faso	Appui à l'évaluation en douane	15-19 octobre
Bénin	Gestion automatisée des risques	26-30 novembre
Guinée	Transit douanier	3-14 décembre
Guinée-Bissau	Evaluation en douane	8-19 octobre
Mali	Procédures de dédouanement	8-19 octobre
Niger	Evaluation en douane	8-12 octobre
Séminaire régional		
Pays	Thème	Date
Togo	L'application et le contrôle de la valeur transactionnelle.	5-9 novembre
Administration fiscale		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Burkina Faso	Renforcement de l'administration des moyennes entreprises	15-27 octobre
Bénin	Développement des e-services à l'usager et poursuite du renforcement de l'administration des moyennes entreprises	26 novembre-7 décembre
Côte d'Ivoire	Consolidation du traitement des demandes de remboursement de crédit de TVA	12-23 novembre
Guinée-Bissau	Poursuite de la fiabilisation du fichier des contribuables	12-23 novembre
Sénégal	Fiabilisation du fichier des contribuables et amélioration du recouvrement et du contrôle fiscal	3-14 décembre
Togo	Renforcement des opérations fiscales de l'OTR	9-26 octobre
Guinée	Programme pluriannuel de renforcement des fonctions fiscales clés	5-16 novembre 2018
Niger	Renforcement des opérations fiscales	26 novembre-7 décembre
Gestion des dépenses publiques		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Mali	Appui à la mise en œuvre des recommandations de l'évaluation PIMA	15-26 octobre
Guinée-	Revue des manuels de comptabilité et renforcement de capacités en comptabilité	19 au 30 novembre 2018
Mali	Instructions comptables sur la clôture de l'exercice	22 octobre- 2 novembre
Niger	Appui au renforcement de l'exécution budgétaire	19-30 novembre

Guinée Bissau	La rédaction d'un manuel de comptabilité de la Trésorerie générale	3 au 14 décembre
Séminaire régional		
Pays	Thème	Date
Sénégal	Le contrôle interne comptable	3 au 7 décembre 2018
Statistiques du secteur réel		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Burkina Faso	Changement d'année de base	8-12 octobre
Côte d'Ivoire	Indicateurs de haute fréquence	15-19 octobre
Côte d'Ivoire	Changement d'année de base	26 novembre-7 décembre
Guinée	Comptes nationaux annuels	1-12 octobre
Guinée-Bissau	Comptes nationaux annuels	12 - 23 novembre
Niger	Changement d'année de base	1-5 octobre
Togo	Changement d'année de base	12-23 novembre
Mali	Changement d'année de base	10 – 21 décembre
Gestion de la dette et développement des marchés financiers		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
CREPMF	Renforcement des procédures de réalisation des émissions de titres d'Etat par syndication dans l'UEMOA	1-5 octobre
Sénégal	Formation sur cadre révisé de viabilité de la dette	27 novembre – 7 décembre
Mauritanie	Formation sur l'analyse des offres de financement	22-26 octobre
Guinée	Elaboration de la stratégie de dette à moyen terme	5-16 novembre
Supervision bancaire		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Sécrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA (SGCBU)	Contrôle sur place	8-12 octobre
SGCBU	Dispositions de bale III	22-26 Octobre
BCEAO	Traitement prudentiel des banques systémiques	17-21 décembre
Guinée	Transition bale III	8-12 octobre
BCEAO	Finalisation de plusieurs projets textes	15-26 octobre
Mauritanie	Rédaction de textes sur le ratio de solvabilité	12-23 novembre
Séminaire régional		
Pays	Pays	Pays
Guinée	La conduite des réformes prudentielles après la finalisation de Bâle III	10-14 décembre
Statistiques de finances publiques		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Côte d'Ivoire	Sectorisation des unités d'administration publique	8-12 octobre et 22 octobre -2 novembre
Guinée-Bissau	Affinement des tables de passage du Tableau des opérations financières de l'Etat	27 novembre- 7 décembre
Guinée	Affinement des tables de passage du Tableau des opérations financières de l'Etat	11-21 décembre
Mauritanie	Affinement des tables de passage du Tableau des opérations financières de l'Etat	1-12 octobre

Sénégal	Situation consolidée des statistiques	5-16 novembre
Togo	Affinement des tables de passage du Tableau des opérations financières de l'Etat	4-14 septembre
Mali	Migration au Manuel de statistiques de finances publiques 2001/2014	17-28 décembre
Analyse macroéconomique et budgétaire		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Bénéficiaire
Mali	Approfondissement des processus d'élaboration des cadrages macroéconomique et budgétaires	1-12 octobre
Côte d'Ivoire	Finalisation du dispositif de prévision des recettes	29 octobre-9 novembre
Niger	Mise en place d'un dispositif de prévision des recettes	3-14 décembre
Séminaire régional		
Pays	Thème	Date
Bénin	Interrelations entre les comptes macroéconomiques et robustesse des modèles de cadrage des pays de l'Afrique de l'Ouest	12-16 novembre
Burkina Faso	La conjoncture économique du 2 ^o semestre et les prévisions dans les pays membres.	26-30 novembre